



Affaire suivie par :
Isabelle MATTI
Tél. : 01.69.08.53.94
Courriel : isabelle.matti@cea.fr

**MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF DE RECOURS A
DES PSYCHOLOGUES DANS LE CADRE DE LA
PREVENTION DES RISQUES PSYCHOSOCIAUX AU
CEA**

Réf. DAPS_S2MN_PAC_IM_B25-02732

Projet d'Accord-cadre n°500000xx

Les parties **en jaune** seront complétées par le CEA au moment de la mise au point du marché.

ENTRE :

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé au Bâtiment Le Ponant D, 25 rue Leblanc, 75015 PARIS, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S. PARIS B 775 685 019, représenté par **[CIVILITE] [PRENOM] [NOM]**, agissant en qualité de **[TITRE]**,

ci-après dénommé « **le CEA** »
d'une part,

ET :

La **société** **[NOM DE LA SOCIETE]**, **[NATURE DE LA SOCIETE]**, au capital de **[MONTANT]**, domiciliée au **[ADRESSE]**, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de **[VILLE]** sous le numéro R.C.S. **[N°SIREN]**, représentée par **[CIVILITE] [PRENOM] [NOM]**, agissant en qualité de **[TITRE]**,

ci-après dénommée « **le Titulaire** »
d'autre part,

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » ou individuellement par « la Partie ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES	3
ARTICLE 3 - CHAMP D'APPLICATION	3
ARTICLE 4 - DESCRIPTION DES « PRESTATIONS TYPES » DU DISPOSITIF	4
ARTICLE 5 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION	4
ARTICLE 6 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	10
ARTICLE 7 - CONDITIONS FINANCIÈRES.....	13
ARTICLE 8 - CONDITION DE FACTURATION ET DE RÈGLEMENT	14
ARTICLE 9 - TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	15
ARTICLE 10 - DURÉE ET DELAIS D'EXECUTION	15
ARTICLE 11 - PENALITÉS.....	16
ANNEXE 1 – CONDITIONS TARIFAIRES	18
ANNEXE 2 – BORDEREAU DE CHIFFRAGE	19
ANNEXE 3 – ANNEXE ENCADRANT LE TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	20

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent accord-cadre définit les conditions dans lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la mise en place d'un dispositif de prestations d'accompagnement des salariés réalisées par des psychologues du travail dans le cadre de la prévention des risques psychosociaux (RPS) au CEA.

Le présent accord-cadre est mono attribué. Il s'exécute sur la base de l'émission de bons de commande et/ou de marchés subséquents dans les conditions prévues à l'article 6 ci-dessous.

Le présent accord-cadre est conclu sans engagement sur un minimum d'engagement financier.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent accord-cadre, lesquelles prévalent, et de ses annexes qui en sont partie intégrantes, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le Cahier des charges (CdC) référencé « DRHRS/DIR/2025-22/KJ » ;
- les dispositions particulières définies dans les bons de commande et/ou dans les marchés subséquents rattachés au présent accord-cadre, émis par les centres CEA ;
- les dispositions particulières applicables sur chaque site CEA en matière d'accès, de discipline, de santé et de sécurité ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition janvier 2022) ;
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) applicable aux prestations réalisées par des entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (édition janvier 2021) ;
- et à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée [référence de l'offre] du xx/xx/2025.

2.2 Le Titulaire reconnaît expressément être en possession, avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus ; ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales d'ordre public, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - CHAMP D'APPLICATION

3.1 Bénéficiaires

Le présent accord-cadre s'applique aux 9 centres CEA ; aux annexes rattachées, dont le CEA est tutelle, *comme les plateformes Régionales de Transfert de Technologie (PRTT) et les unités mixtes de recherche (UMR)* et à toute autre entité, dont le CEA est partenaire et dont les implantations sont indiquées au chapitre 2.1 du Cahier des Charges

Toutes les dispositions du présent accord sont mises en œuvre pour l'ensemble des bénéficiaires, sauf dispositions contraires expressément établies par l'un d'entre eux.

3.2 Extension ou diminution du périmètre

À tout moment, le CEA se réserve la possibilité de faire bénéficier d'autres entités des dispositions du présent accord. Dans ce cas, une rencontre aura lieu entre le CEA et le Titulaire pour définir les modalités d'intégration.

En cas de force majeure, de déménagement ou de fermeture d'un établissement CEA, le Titulaire ne peut exercer aucun recours contre le CEA en raison de la réduction du périmètre des Prestations qui en découlerait. Aucune indemnité n'est due à ce titre au Titulaire

ARTICLE 4 - DESCRIPTION DES « PRESTATIONS TYPES » DU DISPOSITIF

Les prestations, objet du présent accord-cadre et détaillées à l'article 3 du Cahier des charges référencé ci-dessus, sont les suivantes :

- Prestation n°1 : Accompagnement individuel en psychologie du travail ;
- Prestations n°2 : Participation à des réunions sur les RPS au CEA ;
- Prestation n°3 : Evaluation psychosociale de situation à risque ou dégradée d'un collectif et formulation de propositions d'actions et/ou d'axes d'amélioration de la situation ;
- Prestation n°4 : Evaluation psychosociale *a priori* d'une situation d'un collectif dans le cadre de la prise en compte des RPS dans l'évaluation des risques professionnel (EVRP) et formulation de propositions d'actions ;
- Prestation n°5 : Animation de groupes d'échange sur le travail ;
- Prestation n° 6 : Intervention à la suite de la survenu d'un évènement grave ;
- Prestation n°7 : Soutien psychologique à distance h24, j7 activable par centre ou au niveau national.

Chaque prestation peut être réalisée indépendamment des autres prestations.

L'organisation et la planification des prestations sont assurées par le Titulaire, qui s'engage, à les regrouper dans la mesure du possible.

ARTICLE 5 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

5.1 Obligation du Titulaire

Le Prestations, objet du présent accord-cadre et des bons de commande, qui y sont rattachés, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relève d'une obligation de résultat quant aux délais de réalisation des Prestations et à la la fourniture des livrables et d'une obligation de moyen quant à la prestation de service, à l'égard du CEA.

Le Titulaire met en place le personnel nécessaire, dont il assure seul l'encadrement et la direction. Conformément au chapitre 5 du cahier des charges cité ci-dessus, il affecte des psychologues qualifiés, compétents et expérimentés pour assurer les Prestations. Le CEA pourra demander au Titulaire de justifier leurs compétences et leurs séniorités en cours d'exécution de l'accord-cadre.

En cas de non-respect ou si le résultat n'est pas atteint, le CEA peut appliquer les pénalités définies à l'article « pénalités » ci-après et/ou résilier le présent-accord aux torts du Titulaire conformément aux dispositions prévues aux CGA.

Le Titulaire, en tant que spécialiste des prestations, qui lui sont confiées au titre du présent accord-cadre et des bons de commandes, qui y sont rattachés, s'engage à les effectuer dans le respect des règles de l'art, des réglementations qui leurs sont applicables et dans le souci d'en optimiser la qualité.

Le Titulaire a la responsabilité de toutes les phases d'exécution des prestations. La remise de documents en cours de réalisation ne le dégage pas de cette responsabilité. De plus, l'examen par le CEA des documents établis, vérifiés et approuvés par le Titulaire, ainsi que les modifications qu'il apporte à une de ces pièces à la demande du CEA n'atténue en rien les responsabilités qui lui incombent.

Le Titulaire devra identifier pour chaque prestation décrite au cahier des charges ou dans la fiche d'expression du besoin, une personne chargée de la vérification du bon déroulement de la prestation et du contrôle des documents fournis. Tous les documents établis par le Titulaire doivent faire l'objet d'un contrôle interne avant leur livraison au CEA. Ce contrôle devra se traduire par un bordereau signé par le vérificateur et annexé au document livré sous la forme désirée par le CEA et définie dans l'accord-cadre. Cette organisation devra être décrite dans le Plan d'Assurance Qualité (PAQ) défini à l'article « assurance de la qualité ».

Le Titulaire apportera tout le soin et toute la diligence nécessaire à l'exécution des services associés qui lui seront commandées au titre du présent accord-cadre.

Il informera le CEA de tout événement susceptible de compromettre le bon déroulement ou la qualité des prestations qui lui auront été commandées, sans que cette information modifie ses obligations contractuelles.

5.2 Devoir de conseil

En sa qualité de professionnel, spécialiste du domaine concerné par le présent accord-cadre et des bons de commandes et/ou des marchés subséquents, qui y sont rattachés, le Titulaire est expressément tenu à l'occasion des missions fixées au devoir de conseil et d'information le plus étendu, lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans la conduite du projet, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

5.3 Clauses environnementale et sociale

- Le Titulaire mettra en œuvre une démarche environnementale tout au long de la prestation.

Les documents livrables devront être remis de préférence dans un format dématérialisé et/ou sur des supports en papier recyclé ou éco-labellisé.

Les déplacements effectués dans le cadre de l'accord devront être réduits en terme d'impact environnemental. Le Titulaire est invité à privilégier les modes de transport respectueux de l'environnement. Dans la mesure du possible, le Titulaire se charge d'affecter des intervenants basés au plus près de la zone de réalisation des prestations.

Le Titulaire s'engage à intégrer les enjeux environnementaux dans l'exécution de l'accord. Il s'engage à porter une attention particulière à la préservation de l'environnement, notamment par l'économie des ressources et énergies, la maîtrise des risques et des impacts sanitaires et environnementaux en particulier sur la biodiversité, la limitation des émissions de GES (gaz à effet de serre), ainsi que la réduction, le tri et la valorisation des déchets.

L'ensemble de ces points fera l'objet d'un suivi lors de la réunion annuelle.

- Le Titulaire s'engage en matière de promotion de l'égalité et de la diversité dans le cadre de la prestation, c'est-à-dire en faveur des profils susceptibles d'être affectés dans l'exécution de la prestation. A la date anniversaire de l'accord, le Titulaire présentera ses mesures et ses actions réalisées dans ce domaine durant l'année écoulée.

5.4 Assurance de la qualité

Le Titulaire devra réaliser un Plan d'Assurance Qualité (PAQ). La version préliminaire remise lors de la réponse à la procédure sera consolidée au démarrage de l'accord-cadre. La version définitive de ce plan sera ainsi remise au CEA lors de la réunion d'enclenchement de l'accord-cadre ou à défaut, dans les 2 semaines qui suivent la date de démarrage de l'accord-cadre.

A minima, ce PAQ comprendra les éléments définis au cahier des charges.

5.5 Personnel du Titulaire

5.5.1 Obligation générale du Titulaire

Le Titulaire se conforme aux règlements relatifs à l'accès, à la sécurité, à la discipline et à l'hygiène en vigueur sur les établissements CEA, et plus généralement, à toute instruction qui lui sera donnée par le CEA. Il prend le même engagement en ce qui concerne son personnel et ses sous-traitants éventuels auxquels il est tenu de transmettre lesdites instructions.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur l'établissement CEA où sont exécutées les Prestations ;
- aux articles R. 4515-1 et suivants du Code du travail (codifiant l'arrêté du 26/04/1996) prévoyant la constitution d'un protocole de sécurité pour les opérations de chargement/déchargement entre l'établissement CEA (ou sa plateforme de livraison) et le transporteur ;
- aux règlements édictés par les établissements CEA concernés en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité.

Il est précisé qu'aucun personnel âgé de moins de 18 ans ne peut avoir accès aux établissements CEA.

5.5.2 Accès au Centre - Délivrance du laissez-passer

Les conditions d'accès sur les sites CEA et de travail du Titulaire, détenteur d'un marché passé par le CEA, sont réglementées. Le Titulaire se mettra en relation avec chaque centre CEA afin d'enclencher au plus tôt les demandes d'accès, au moins 7 jours avant la date de livraison prévue, pour une première visite, 48h sinon. Le Titulaire effectuera lui-même toutes les démarches nécessaires (en fournissant toutes les aptitudes et habilitations qui seront requises) auprès des services compétents.

Le personnel du Titulaire doit se présenter à l'accueil des établissements CEA muni des pièces suivantes :

- le formulaire CEA de demande d'autorisation d'accès aux centres CEA (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des laissez-passer) ;
- la carte nationale d'identité ou le passeport ;
- le formulaire d'attestation de l'employeur, fourni par le CEA et dûment complété par le Titulaire, dans les cas d'un séjour de courte durée des personnels du Titulaire dans les établissements CEA. Le séjour de courte durée s'entend comme suit :
 - pour les salariés d'entreprises extérieures français et étrangers ressortissants de l'Union européenne : vingt (20) jours ouvrés consécutifs ou non au maximum, dans une période de six (6) mois ;
 - pour les salariés d'entreprises extérieures non ressortissants de l'Union Européenne : cinq (5) jours ouvrés consécutifs ou non au maximum, dans une période de six (6) mois ;
- l'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire. Ce document doit impérativement préciser les dates d'ouverture et de fin de présent accord.

5.5.3 Retrait de laissez-passer – retrait de personnel

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le laissez-passer d'un salarié du Titulaire, auquel cas, il notifie sa décision au Titulaire sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au titre du présent accord-cadre.

Le Titulaire doit avertir le CEA 15 jours à l'avance, avant tout retrait ou remplacement d'un des salariés normalement affectés à l'exécution du présent accord-cadre. Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention de travail.

5.5.4 Horaires de travail

Dans le cas où le Titulaire serait amené à travailler sur un centre CEA, les horaires de ce centre seraient nominalement appliqués. Ces horaires d'accès et les horaires de travail seront fournis sur demande ou seront précisés dans le cahier des charges technique spécifique ou la Fiche d'Expression de Besoin.

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le Titulaire se conforme au mode opératoire indiqué par le centre et doit obtenir l'accord préalable écrit du Chef de l'Installation dans laquelle le Titulaire intervient.

5.5.5 Habilitations professionnelles

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, si besoin est, préalablement à l'exécution des prestations particulières d'un bon de commande et ou d'un marché subséquent, les certificats et les habilitations requis pour tous les employés amenés à intervenir sur les sites CEA et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les salariés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

5.6 **Respect de la réglementation fiscale et sociale**

Le Titulaire déclare avoir transmis au CEA les déclarations qui lui incombent notamment en matière fiscale et sociale et les attestations prouvant qu'il s'est acquitté des sommes mises à sa charge (impôts, taxes, cotisations, majorations et pénalités) en matière de fiscalité, de sécurité sociale, d'allocations familiales, de congés payés et de chômage intérimaires.

Le Titulaire s'engage à ce que le travail soit réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 3243-1 à L. 3243-2 et L. 3243-4 et L. 1221-13 du Code du travail et atteste ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du Code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne.

S'il fait appel, pour l'exécution du présent accord-cadre à des salariés de nationalité étrangère, le Titulaire s'engage à ce que ces salariés soient autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du présent accord-cadre et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire s'engage à produire au CEA tous les six mois à compter de la signature du présent accord-cadre et jusqu'à la fin de son exécution :

- lors de la conclusion du présent accord-cadre et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 et FD8222-8 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail),
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion de l'accord-cadre, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

5.7 Respect de la réglementation en matière de détachement transnational de salariés

Conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le télé service < SIPSI > du Ministère chargé du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

Les mêmes dispositions s'appliquent aux sous-traitants du Titulaire.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas le présent article, le CEA se réserve le droit de résilier le présent accord-cadre sans formalité judiciaire si le Titulaire, après avoir été mis en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser la situation, ne s'exécute pas sans délai.

5.8 Sous-traitance

Le recours à la sous-traitance s'exécute dans les conditions définies à l'article 7 des CGA.

Le Titulaire ne pourra en aucun cas sous-traiter l'exécution de certaines prestations spécifiques sans l'acceptation préalable du ou des sous-traitants par le CEA et de l'agrément par lui des conditions de facturation. Cette demande d'acceptation doit être accompagnée de tous les éléments permettant de juger de la compétence de ce sous-traitant pour le domaine concerné (cf. : formulaire de Demande d'Acceptation de Sous-Traitance fourni sur demande du Titulaire au CEA et à renseigner)

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire s'engage à faire respecter à ses éventuels sous-traitants l'ensemble des dispositions du présent accord-cadre.

Toutefois, même avec l'autorisation de sous-traitance, le prestataire reste responsable et garant envers le CEA des objectifs, de la bonne et complète exécution des prestations, aucune modification de l'accord ne pouvant en résulter.

Le CEA se réserve le droit d'auditer, d'accepter ou non le sous-traitant proposé par le prestataire.

5.9 Obligations du CEA

Le CEA s'engage

- à communiquer toute information, documents, renseignements, données nécessaires à la bonne compréhension et l'exécution des prestations ;
- effectuer les actions de communication interne, qui seraient nécessaires pour la réussite des interventions du Titulaire.
- à mettre à disposition du Titulaire, pour l'exécution des prestations qui nécessite une présence dans les locaux du CEA, un bureau individuel, équipé de mobilier et permettant le respect de la confidentialité des échanges pour la durée de la prestation. *Dans ce cas, une convention d'hébergement sera établie.*

ARTICLE 6 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

6.1 Formalisme des commandes

La commande prend la forme soit d'un bon de commande, soit un marché subséquent à l'accord-cadre.

6.1.1 Bons de commande

En fonction de l'estimation de leurs besoins **concernant les prestations n°1, 2 et 5**, les centres CEA adressent au Titulaire un bon de commande établi sur la base du bordereau de prix unitaires figurant en annexe 1 du présent accord.

Les Prestations n°1, 2 et 5 sont ensuite déclenchées au fur et à mesure des besoins, par les centres CEA, qui adressent au Titulaire une demande écrite, ci-après désignée « Ordre d'exécution » (OE). Le Titulaire s'engage à en accuser réception sous 24 heures ouvrées.

L'OE comporte *a minima* les éléments suivants :

- l'unité prescriptrice,
- le n° du présent accord (50000xxxx),
- la n° du bon de commande (4000xxxx ou 4600xxxx) et le code service,
- la désignation des prestations et leur volumétrie
- le coût unitaire et le montant total des prestations,
- le délai d'exécution souhaité,
- la date d'émission,
- l'adresse de facturation.

Le Titulaire s'engage à refuser et signaler au CEA tout bon de commande et ordre d'exécution ne relevant pas du périmètre de l'accord. Il ne pourra procéder à la livraison qu'après avoir reçu l'ordre d'exécution validé par le CEA.

Dispositions particulières :

Si un salarié sollicite directement le psychologue pour un accompagnement individuel en psychologie du travail (prestation n°1), le Titulaire contacte sous 24h00 ouvrées le service de prévention et de santé au travail pour obtenir la validation et l'OE correspondant.

6.1.2 Marchés subséquents

Dès la survenance d'un besoin **correspondant aux prestations n°3, 4, 6 et 7**, le CEA transmet par écrit au Titulaire un bordereau de demande de prestations (cf. annexe 2) et le cas échéant, une expression du besoin détaillée.

Le Titulaire remet au CEA son accord concernant le chiffrage du CEA ou une contre-proposition à la hausse ou à la baisse avec un argumentaire, sous 48 heures ouvrées, à compter de la réception de la demande et le cas échéant, sur demande du CEA, un mémoire technique.

En remettant son chiffrage, le Titulaire s'engage notamment à la fiabilité des quantités proposées vis-à-vis de la réalité du besoin et au respect de réalisation des prestations. Le CEA se réserve la possibilité de réajuster les volumes et délais de réalisation suite au retour du Titulaire.

Les marchés subséquents comportent leur propre numéro (4000 ou 4600) et référencent le présent accord-cadre (5000).

Le Titulaire s'engage à refuser et à signaler au CEA tout marché subséquent ne relevant pas du périmètre de l'accord-cadre. Il ne pourra démarrer la réalisation des prestations (sauf pour les prestations n°6 et 7, cf. § « dispositions particulières » ci-dessous), qu'après avoir reçu ce marché subséquent. Toute commande verbale reçue, hormis pour les prestations n°6 et 7, d'un établissement CEA, doit être refusée par le Titulaire

En tout état de cause, la responsabilité de la bonne fin d'exécution des prestations, objet du marché subséquent, incombera au seul Titulaire.

Dispositions particulières :

- 1- A réception de la demande, le Titulaire enclenche la prestation n°6. Un forfait de deux demi-journées pour deux intervenants est au minimum facturé.
- 2- Concernant la prestation n°7, si un salarié contacte la plateforme de soutien psychologique, le Titulaire s'engage à en informer par mail le service de prévention et de santé au travail du centre concerné de la mise en œuvre de la prestation sous 48 heures ouvrées.

6.2 Réunions de suivi

Conformément au Cahier des Charges référencé à l'article 2 ci-dessus, le suivi du présent accord-cadre donne lieu à :

➤ Au niveau national :

- une réunion d'enclenchement, qui se tiendra au plus tard 15 jours après la notification du marché
- des réunions de suivi d'activité semestrielles et annuelles
- une réunion de clôture,

➤ Au niveau local :

- une réunion de prise de contact avec la direction de chacun des centres (au plus tard 30 jours après la réunion d'enclenchement au niveau national)
- des réunions de lancement suivant dispositions précisées dans les bons de commande (et les ordres d'exécutions) et/ou les marchés subséquents
- des réunions de suivi semestrielles et annuelles dans chacun des centres ou établissements ayant enclenché des prestations

Les réunions se dérouleront entre les responsables désignés de chacune des Parties. A l'issue de chaque réunion, un compte rendu sera établi par le titulaire et transmis au CEA sous 5 jours ouvrés suivant la date de réunion pour approbation.

6.3 Interlocuteur

Pour le pilotage du présent accord, les Parties désignent comme interlocuteurs :

- Pour le CEA :
- **Au niveau technique** :
 - Au niveau national :
 - Claire DE PASCALE (claire.de-pascale@cea.fr) – Tel : 01 69 08 10 79
 - Thomas TAFFARY (thomas.taffary@cea.fr) – Tel : 01 46 54 93 41
 - Denis MICHARD (denis.michard@cea.fr) – Tel : 01 46 54 76 48
 - Au niveau local : Chaque centre CEA bénéficiaire de cet accord désignera un **interlocuteur technique local**, dont les coordonnées seront fournies au titulaire lors de la réunion d'enclenchement.
- **Au niveau contractuel** : Isabelle MATTI (isabelle.matti@cea.fr) – Tel : 01 69 08 53 94 ;
- Pour le Titulaire :
 - Au niveau technique :
 - XXX Tél : XXX ;
 - XXX Tél : XXX.

6.4 Documents à remettre

Chaque bon de commande et marché subséquent se soldera par la remise des livrables tels que listés dans le Cahier des Charges.

Les commentaires du CEA portant sur les livrables du Titulaire seront transmis dans les délais fixés aux bons de commandes (ou ordre d'exécution) et les marchés subséquents. Le Titulaire devra alors les reprendre en y intégrant les remarques du CEA et proposer de nouveau ces documents pour une nouvelle vérification (même délai de relecture) et ce jusqu'à approbation finale par le CEA.

6.4.1 Outre les comptes rendus de réunion et le PAQP, le Titulaire s'engage à remettre a minima au CEA au titre de chaque bon de commande et/ou marché subséquent, les documents suivants :

- pour la prestation n°1 : à l'issue du dernier entretien, dans un délai d'un mois, un compte-rendu de l'analyse et de l'évaluation psychosociale de la situation ;
- pour les prestations n°3 et 4 : dans les délais prévus lors de la réunion de cadrage de la prestation, un rapport d'évaluation psychosociale de la situation ;
- pour la prestation n°5 : dans le délai prévu dans l'ordre d'exécution, un compte-rendu de la réunion ;
- pour la prestation n°6 : au plus tard 15 jours calendaires après la fin de la prestation, un bilan d'activité post-intervention ;
- pour la prestation n°7 : dans les 2 semaines calendaires suivant l'arrêt de la prestation un bilan d'activité.

6.4.2 Au titre du suivi de l'accord-cadre et des bons de commande et/ou marchés subséquents émis par chaque centre, le Titulaire transmet chaque année par courrier électronique :

- au médecin du travail et au coordinateur prévention des RPS de chacun des centres **deux bilans d'activité**, l'un pour le **premier semestre** (au cours de la première quinzaine de juillet) et l'autre **annuel** (au plus tard la dernière semaine de janvier) ;
- aux référents nationaux en prévention des RPS, **la synthèse des bilans locaux du premier semestre** (au plus tard la dernière semaine de juillet) et **la synthèse des bilans locaux annuels** (au plus tard la première semaine de février).

Les bilans et synthèses comprendront notamment les numéros de bons de commande et/ou des marchés subséquents passés, les montants et les centres concernés.

Les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés en langue française sur les supports informatiques compatibles avec les logiciels dont dispose le CEA.

ARTICLE 7 - CONDITIONS FINANCIÈRES

7.1 Montant

Le montant du présent accord-cadre est plafonné à la somme de **1 200 000 € HT (UN MILLION DEUX CENT MILLE EUROS HORS TAXE)**.

Les prestations devront avoir des valeurs qui, au cumulé, ne pourront pas dépasser le montant maximum de l'accord-cadre.

Ce montant est estimatif et ne constitue en aucun cas un engagement de la part du CEA. Le Titulaire ne pourra s'en prévaloir au cas où le montant total des dépenses n'atteindrait pas cette somme.

Le Titulaire doit informer le CEA tous les semestres des montants totaux consommés dans le cadre de l'exécution de cet accord.

Le Titulaire est dans l'obligation d'alerter le CEA lors de l'atteinte de 50% puis 70% du montant plafond indiqué à cet article. A défaut, une pénalité pourrait être appliquée telle que mentionnée ci-dessous.

7.2 Caractère des prix

Les prix unitaires indiqués en annexe 1 du présent accord s'entendent nets en euros, hors taxes. Ils sont forfaitaires et fermes pour la première année de l'accord et révisables pour les années suivantes.

Le suivi du présent accord et les frais de déplacement sont inclus dans les prix unitaires indiqués en annexe 1.

7.3 Révision des prix

Les prix visés à l'article 7.1 sont fermes pour la première année d'exécution de l'accord-cadre, qui court à compter de sa date d'effet.

Ils pourront ensuite être révisés annuellement à la date anniversaire de l'accord-cadre.

A cet effet, deux mois avant cette échéance, le Titulaire transmet au CEA / DAPS, par courriel, sa proposition de prix pour l'année suivante, qui pourra faire l'objet d'une négociation.

En tout état de cause, si les Parties ne parvenaient pas à un accord, les prix seraient révisés dans la limite maximale de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0,15 + 0,85 (I_n / I_0))$$

dans laquelle :

- P= prix révisé,
- P₀ = prix initial, puis dernier prix révisé,
- I_n= dernière valeur de l'indice SYNTEC publié à la date de la demande de révision des prix par le Titulaire,
- I₀= valeur de l'indice SYNTEC publié pour le mois et l'année de la remise de l'offre, puis dernière valeur de l'indice retenue.

Au cas où les dispositions du présent article n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application rétroactive des anciens prix et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées. Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix.

Dans le cas où le jeu de la formule conduirait à une augmentation ou une diminution supérieure à 3 % l'an, le Titulaire et le CEA pourront éventuellement mener une négociation sur la base de l'analyse du secteur économique en cause et de son poids réel sur le coût des prestations.

ARTICLE 8 - CONDITION DE FACTURATION ET DE RÈGLEMENT

8.1 Modalités de facturation

8.1.1 Formalisme de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent accord-cadre doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587 ;
- le code service qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture (indiqué sur l'OE ou le marché subséquent) ;
- le numéro d'engagement (n° de l'accord-cadre et le numéro du bon de commande (ou l'OE) ou du marché subséquent en 4000 ou 4600) composé de 10 chiffres,
- l'intitulé de l'accord-cadre,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée,
- le numéro du poste SAP correspondant à l'échéance facturée précisée dans l'OE ou dans le marché subséquent concernés

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Toute facture non conforme aux termes de l'accord-cadre sera renvoyée à l'émetteur.

8.2 Régime fiscal

Les factures comporteront l'ensemble des droits et taxes en vigueur exigibles au moment du fait générateur.

Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA. Le Titulaire du présent accord s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits

8.3 Conditions de paiement

Le montant de chaque ordre d'exécution sera facturé par le Titulaire dans sa totalité à la réception de l'ensemble des prestations et des livrables acceptés sans réserve par le CEA, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties.

Chaque marché subséquent précisera son échéancier et ses termes de paiement.

Sauf dispositions contraires indiquées dans les bons de commandes ou les marchés subséquents, le délai de règlement est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des Prestations conformément aux conditions de l'accord-cadre.

Les pièces justificatives (PV de réception) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

ARTICLE 9 - TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le Titulaire et le CEA s'engagent à respecter les dispositions figurant en annexe 3 encadrant les traitements des données à caractère personnel »

ARTICLE 10 - DURÉE ET DELAIS D'EXECUTION

10.1 Le présent accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 2 ans à compter du 6 février 2026. Il pourra être prolongé, par levée d'option, deux fois 1 (un) an supplémentaire. La durée totale de l'accord sera donc de 4 (quatre) ans au maximum.

La levée de d'option(s) sera notifiée par le CEA au Titulaire par courrier ou par courriel au plus tard deux mois avant la date d'échéance de l'accord.

La(les) option(s) sera (seront) exécutée(s) à la seule décision du CEA. Le Titulaire ne pourra prétendre à un quelconque dédommagement en cas de non prolongation par le CEA.

Le présent accord sera réputé terminé au parfait achèvement des prestations

10.2 Les délais d'exécution de chaque prestation sont indiqués dans les ordres d'exécution et/ou dans les marchés subséquents concernés.

10.3 Les bons de commande et/ou marchés subséquents ne peuvent être passés que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Les prestations relatives aux bons de commande et/ou marchés subséquents, mais non encore achevées à la date d'échéance du présent accord, seront poursuivies aux conditions définies dans les bons de commandes (et précisés dans les ordres d'exécutions) et/ou dans les marchés subséquents concernés.

Toutefois, le délai d'exécution d'un bon de commande ou d'un marché subséquent ne peut se prolonger abusivement au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence.

ARTICLE 11 - PENALITÉS

11.1 Pénalités applicables à l'exécution de l'accord-cadre

11.1.1 Pénalités pour retard d'exécution

Si le Titulaire n'exécute pas la prestation dans les délais prévus au cahier des charges ou le marché subséquent, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer, sans aucune forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable des pénalités de retard d'un montant forfaitaire de 300 € (trois cent euros) HT par jour calendaire de retard constaté relativement aux délais fixés au cahier des charges ou dans le marché subséquent.

11.1.2 Pénalité pour non-respect des délais de remise des livrables

En cas de non-remise des livrables dans les délais fixés à l'article 6.4 du présent accord, une pénalité d'un montant forfaitaire de 100 € (cents euros) HT sera appliquée pour chaque jour calendaire de retard et par livrable.

11.1.3 Non remise des indicateurs et statistiques

En cas de non-remise des bilans semestriels et annuels dans les délais fixés et d'absence d'information d'atteinte de 50 ou 70% du montant plafond, une pénalité de 200 € HT (deux cents euros HT) sera appliquée pour chaque semaine de retard.

11.1.2 Pénalité pour non-remise dans les délais d'un chiffrage

En cas de non-remise d'un chiffrage dans les délais fixés à l'article 6.1.2 du présent accord, une pénalité d'un montant forfaitaire de 200 € (deux cents euros) HT sera appliquée pour chaque jour calendaire de retard.

11.1.3 Pénalité pour non- respect des prix

Si constatation est faite que les prix sur lesquels s'est engagé le Titulaire ne sont pas respectés, il est appliqué, en complément des sommes indues, et à titre de dédommagement, une pénalité fixe de 5 % du chiffre d'affaires hors taxes réalisé avec le centre/établissement CEA par le Titulaire sur les 12 derniers mois du présent accord-cadre (ou sur le nombre de mois écoulés depuis le démarrage si le nombre de mois est inférieur à 12).

Une telle constatation est considérée faite si le CEA constate plus de 3 % d'erreur de chiffrage ou de facturation par an à ses dépens.

Ce dédommagement n'interdit pas au CEA d'exiger la rectification des devis correspondants ou de résilier unilatéralement sans délai, sans formalité judiciaire ni indemnités le présent accord aux torts du Titulaire.

11.2 Mesures en cas de mauvaise exécution

Si la prestation ne correspond pas aux attentes du CEA telles que définies au cahier des charges, le Titulaire reprendra à ses frais la réalisation de la prestation. Le CEA fixera un nouveau délai de livraison ou à défaut pourra demander à l'un de ses sous-traitants la réalisation de la prestation, aux frais du Titulaire.

11.3 Application des pénalités

Les pénalités ci-avant seront applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autre formalité juridique et judiciaire. Les pénalités feront l'objet d'une facture émise par le CEA et envoyée au Titulaire.

11.4 Caractère des pénalités

Les pénalités appliquées au Titulaire sont cumulatives et n'ont pas un caractère libératoire. Leur application n'interdit pas au CEA de prétendre à réparation de la part du Titulaire dans le cas où il lui aurait causé un préjudice.

Les pénalités seront applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, sur la facturation.

Elles sont plafonnées à 10 % du montant de l'ordre d'exécution ou du marché subséquent concerné par leur application.

Fait à Saclay,

En deux exemplaires originaux,

Pour le Titulaire,

Le

Pour le CEA,

Le

ANNEXE 1 – CONDITIONS TARIFAIRES

A compléter après remise des offres

ANNEXE 2 – BORDEREAU DE CHIFFRAGE

Pour les Prestations n° 3, 4, 6 et 7

Référence de l'accord-cadre/ Numéro de la demande	
Date d'émission de la demande	
Date de la proposition du Titulaire	
Délais de réalisation des prestations souhaités dans la limite prévue au titre de l'accord-cadre	

Numéro de la Prestation	Désignation	Mission	Unité	Prix unitaire Forfaitaire (en € HT)	Volume estimé par le CEA	Montant estimé par le CEA (en € HT)	Suite à l'analyse de la demande, volume proposé par le Titulaire	Montant total proposé par le Titulaire (en € HT)
3	Evaluation psychosociale d'une situation à risque ou dégradée d'un collectif et formulation de propositions d'actions et/ou d'axes d'amélioration de la situation	Gestion du projet	Demi-journée					
		Analyse de la demande et proposition de cadrage de l'intervention	Participation la réunion de cadrage avec le commanditaire	Heure				
			Analyse documentaire	Page				
			Réalisation d'entretiens exploratoires	Entretien				
			Participation à une réunion avec le commanditaire	Heure				
		Investigation de la situation	Participation à la réunion de présentation de la démarche au collectif ;	Heure				
			Réalisation d'entretiens individuels	Entretien				
			Réalisation d'observations	Observation				
			Réalisation d'entretiens collectifs	Entretien				
		Evaluation psychosociale et de formulation de propositions d'actions	Elaboration d'un rapport d'évaluation psychosociale	Rapport				
			Participation à la réunion de présentation de l'évaluation au commanditaire	Heure				
			Participation à une réunion de restitution au collectif	Heure				
4	Evaluation psychosociale <i>a priori</i> d'une situation dans le cadre de la prise en compte des facteurs psychosociaux dans l'évaluation des risques psychosociaux (EvRP) et propositions d'actions	Gestion du projet	Demi- journée					
		Analyse de la demande et proposition de cadrage de l'intervention	Participation la réunion de cadrage avec le commanditaire	Heure				
			Analyse documentaire	Page				
			Réalisation d'entretiens exploratoires	Entretien				
			Participation à une réunion avec le commanditaire	Heure				
		Investigation de la situation	Participation à la réunion de présentation de la démarche au collectif	Heure				
			Réalisation d'entretiens collectifs	Entretien				
		Evaluation psychosociale et de formulation de propositions d'actions	Elaboration du rapport d'évaluation psychosociale	Livrable				
			Participation à la réunion de présentation de l'évaluation au commanditaire	Heure				
			Participation à une réunion de restitution au collectif	Heure				
6	Intervention à la suite de la survenue d'un événement grave	Prise en charge psychologique	1/2-journée d'intervention par psychologue					
		Elaboration du bilan d'activité	Livrable					
7	Soutien psychologique à distance 24h/24 et 7j/7	Activation du dispositif (moyens techniques et humains)	Semaine d'activation					
		Réalisation d'entretiens à distance	Entretien					
		Elaboration du bilan d'activité	Livrable					

ANNEXE 3 – ANNEXE ENCADRANT LE TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

I. Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire effectue pour le compte du CEA les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** »).

II. Description du traitement faisant l'objet du transfert des données à caractère personnel

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte du CEA les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) (à renseigner par le CEA –prescripteur) :

<u>Description des opérations réalisées sur les données :</u>
Saisie des données dans le cadre de la réalisation des prestations n°1 à 7 telles que définies au CdC
<u>Finalité(s) du traitement :</u>
Assurer le bon déroulement des prestations et leur facturation
<u>Type de données à caractère personnel traitées :</u>
Etat civil, coordonnées téléphoniques et mail professionnels.
<u>Catégories de personnes concernées :</u>
Collaborateurs de CEA tels que définis au CdC
<u>Autres précisions ou interdictions :</u>
<p>Le Titulaire s'interdit de communiquer, à destination des tiers, tant sur l'existence même du présent accord-cadre que des conditions qui y sont définies. Le Titulaire s'interdit également sur l'ensemble de ses documents publicitaires ou tout autre documentation, présentés sur support papier ou numérique, de faire référence au CEA ou aux Etablissements CEA, sans avoir obtenu l'autorisation préalable de ce dernier</p> <p>Le Titulaire s'engage à ne jamais communiquer les données des collaborateurs du CEA à un tiers. A la fin du marché, le Titulaire s'engage à détruire tous les fichiers, documents, données, relatifs au marché</p>

III. Obligations du Titulaire vis-à-vis du CEA

Le Titulaire s'engage à :

1. Traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/ont l'objet de la prestation ;
2. Traiter les données **conformément aux instructions documentées** du CEA. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le CEA.

En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;

3. **Garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
4. Veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent marché :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité,
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
5. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**

6. **Sous-traitance**

Le Titulaire est autorisé à faire appel à un sous-traitant pour mener les activités de traitement suivantes : (à préciser le cas échéant).

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions du CEA. Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeure pleinement responsable devant le CEA de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

7. **Droit d'information des personnes concernées**

Le Titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le CEA avant la collecte de données.

8. **Exercice des droits des personnes**

Dans la mesure du possible, le Titulaire doit aider le CEA à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le Titulaire doit répondre, au nom et pour le compte du CEA et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la prestation prévue par le présent marché.

9. **Notification des violations de données à caractère personnel**

Le Titulaire notifie au CEA toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance en adressant un email avec accusé de réception à : cnil@cea.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au CEA, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

10. **Aide du Titulaire dans le cadre du respect par le CEA de ses obligations**

Le Titulaire aide le CEA, le cas échéant, pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le Titulaire aide le CEA, le cas échéant, pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11. Mesures de sécurité

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

Pseudonymisation des données à caractère personnel (si applicable)	La pseudonymation est nécessaire dans le cadre de la réalisation de certaines prestations (Cf. CdC)
Chiffrement des données à caractère personnel	Les échanges de fichiers nominatifs et les fichiers de facturation doivent obligatoirement être chiffrés
Moyens permettant de garantir la confidentialité et l'intégrité des données	A compléter par le Titulaire ¹
Moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique	A compléter par le Titulaire ²
Procédure visant à tester, analyser, évaluer l'efficacité des mesures de sécurité	A compléter par le Titulaire

12. Sort des données

Au terme du marché, le Titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au CEA sauf instruction différente reçue du CEA. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Titulaire. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

13. Délégué à la protection des données

Le Titulaire communique au CEA **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

14. Registre des catégories d'activités de traitement

Le Titulaire déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du CEA comprenant les éléments imposés par le règlement européen sur la protection des données.

15. Documentation

Le Titulaire met à la disposition du CEA **la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le CEA ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

¹ Guide de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/un-nouveau-guide-de-la-securite-des-donnees-personnelles>

Vérifier a minima :

- Accès aux locaux contrôlés (alarmes anti-intrusion, détecteurs de fumée, contrôle d'accès dédié à la salle informatique, règles d'accès des visiteurs)
- Accès aux données limitées aux seules personnes habilitées, accès par identifiant / mot de passe régulièrement modifié (<https://www.cnil.fr/fr/authentification-par-mot-de-passe-les-mesures-de-securite-elementaires>)
- Protection du réseau interne (gestion des connexions wi-fi, VPN si accès à distance, limitation des flux réseaux)
- Postes de travail sécurisés avec verrouillage automatique des sessions, pare-feu, antivirus,
- Journalisation des données

² Guide de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/un-nouveau-guide-de-la-securite-des-donnees-oersonnelles>

Vérifier a minima :

- Stockage sur réseau
- Sauvegardes régulières dans un endroit distinct
- Plan de reprise des données en cas d'incident

IV. Obligations du CEA vis-à-vis du Titulaire

Le CEA s'engage à :

1. fournir au Titulaire les données visées au II des présentes clauses ;
2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Titulaire ;
3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Titulaire ;
4. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Titulaire